

# Réchauffement climatique: Les enjeux



Jonas Gahr Store est ministre norvégien des Affaires étrangères

**L**ES problèmes climatiques sont liés à la consommation énergétique de la planète. Or tous les pronostics annoncent que cette consommation va progresser et que

la part fournie par les combustibles fossiles tels que charbon, pétrole et gaz représentera encore environ 80% en 2030. Il ne suffit donc pas de développer les énergies renouvelables et de prendre des mesures ambitieuses pour améliorer l'efficacité énergétique. Il faut également se doter de technologies capables de limiter radicalement les rejets de gaz à effet de serre attribuables aux combustibles fossiles. Il est possible d'atteindre ces deux objectifs, et les pays riches doivent être en première ligne pour mettre au point ces technologies et diminuer les émissions. Car sans une réelle volonté de réduire substantiellement leurs rejets de gaz à effet de serre, les pays industrialisés n'auront pas la légitimité nécessaire pour convaincre les pays en développement de s'engager eux aussi à atténuer leurs émissions.

D'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la demande énergétique mondiale augmentera de 45% d'ici à 2030 si nous ne réorientons pas notre politique climatique et énergétique. L'AIE craint que la température moyenne de la planète

n'augmente alors de 6 degrés, ce qui serait catastrophique. Nous devons donc réussir à faire chuter de 85% d'ici 2050 les émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Les énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie constituent les deux grands axes stratégiques pour minimiser la production de carbone de notre société. Nous devons tenter d'amoindrir les effets néfastes de la profonde récession qui menace le monde entier en investissant dans des initiatives qui permettent à la fois de combattre le réchauffement climatique et de renforcer les efforts pour développer les solutions énergétiques de demain. La

Le procédé de captage et de stockage du carbone (CSC) est ainsi susceptible de réduire de 85 à 95% les rejets des centrales au charbon et au gaz. Il consiste à piéger le CO<sub>2</sub> et à le stocker dans un lieu sûr dans les formations géologiques. Cette technique n'a pas pour but de sauver l'industrie pétrolière, mais de contribuer à protéger la planète contre le réchauffement climatique.

Notre ambition doit être de poursuivre l'exploitation de ce procédé afin de l'utiliser dans des centrales au charbon à travers le monde. D'après l'AIE, le CSC doit permettre d'obtenir de l'ordre de 20%

## L'expérience norvégienne

**G**RÂCE à son expérience, la Norvège est bien placée pour participer à la lutte contre le changement climatique par le développement du procédé de captage et de stockage du carbone (CSC). Depuis 1996, elle sépare en effet tous les ans un million de tonnes de CO<sub>2</sub> dans le gisement gazier Sleipner en mer du Nord pour le réinjecter dans une formation géologique située à 1.000 mètres au-dessous du fond de la mer. Plusieurs projets de recherche financés par l'UE ont surveillé le dioxyde de carbone stocké à Sleipner et ont pu établir qu'il n'y avait eu aucune fuite. Le CO<sub>2</sub> s'est comporté exactement selon les prévisions.

Poursuivant sur cette voie, le gouvernement norvégien est en train d'investir des sommes importantes dans le centre technologique de Mongstad, sur la côte ouest du pays, en vue de créer une installation à grande échelle de captage du carbone. 1,3 million de tonnes de CO<sub>2</sub> par an seront captés dans la nouvelle centrale thermique et un autre million de tonnes dans la raffinerie existante. L'objectif est que la centrale produise de l'électricité avec du gaz sans aucun rejet de CO<sub>2</sub>.

transition vers des énergies renouvelables sera source d'économies, d'innovations, de viabilité écologique, de création d'emplois et améliorera l'environnement.

Mais d'autres progrès technologiques sont aussi nécessaires pour stopper le réchauffement planétaire. Nous n'avons en effet pas le temps d'attendre que de nouvelles sources d'énergie remplacent le charbon, le pétrole et le gaz. Car ces combustibles fossiles continueront de dominer le mix énergétique pendant de nombreuses décennies. Aussi est-il primordial de se doter de technologies qui permettent d'atténuer les émissions des combustibles fossiles.

des réductions d'émissions nécessaires à l'échelle planétaire. Dans les pays industrialisés, il doit probablement assurer la moitié de la diminution des émissions. Dans de nombreux pays, des projets sont en cours pour améliorer les technologies de captage de CO<sub>2</sub> et en baisser le coût. Si les pays industriels doivent être en première ligne pour mettre au point des technologies, les pays en développement doivent suivre. Il faut mettre à disposition des moyens de financement plus conséquents pour que puissent se concrétiser des projets de CSC et des projets d'énergie propre dans les pays en développement.

De nombreuses installations pilotes

## Offres ou Demandes d'emploi Bon de commande

à retourner à L'Economiste au  
70 Bd Massira Khadra - Casablanca  
Tél.: 022 95 36 00 - Fax: 022 36 59 26

Nom:.....

Adresse:.....

Téléphone:.....

- Rubriques: **Cochez la case qui vous intéresse:**  
(prière d'écrire en majuscule.)

**1 module = 4 cm (H) x 6 cm (L)**

- Parution : **Lundi**
- Vendredi**

<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	
<input type="checkbox"/>	

### Demandes d'emploi

- Règlement en espèce : 240 Dhs TTC pour 1 module / parution

### Offres d'emploi

- Je joins mon chèque de 1500 Dhs HT pour deux modules / parution

L'ECONOMISTE

**Vous voulez réagir à l'actualité?**  
*Un coup de gueule ou un coup de chapeau?*

Une seule adresse

info@leconomiste.com

# de stockage et captage du carbone

Par Jonas Gahr STØRE



*L'expérience marocaine en matière d'énergies renouvelables fait aujourd'hui référence. Le potentiel de projets éligibles au marché des crédits carbone est important (Ph. AFP)*

comme celle de Mongstad sont nécessaires pour que le captage et le stockage du CO<sub>2</sub> deviennent viables sur le plan économique. L'ambition de l'UE de créer jusqu'à 12 installations pilotes pour le CSC délivre un signal politique clair sur le potentiel de cette technologie. C'est aussi le cas de la remarquable initiative australienne de créer un institut international pour le CSC. Il s'agit là d'étapes importantes pour réaliser l'objectif des pays du G8 de lancer 20 projets de démonstration de CSC à grande échelle d'ici 2010 et un large déploiement commercial du CSC d'ici 2020. La Norvège soutient ces objectifs ainsi que les actions prises pour les atteindre. Le gouvernement norvégien va donc organiser une conférence de haut niveau sur le CSC en mai 2009 afin de sensibiliser l'opinion sur la contribution potentielle des technologies de CSC à la lutte contre le changement climatique.

Le protocole de Kyoto encourage déjà l'utilisation du CSC et la Norvège a été autorisée à déduire le CO<sub>2</sub> stocké dans le gisement Sleipner de ses quotas nationaux d'émission des 12 dernières années. Par ailleurs, le nouveau régime climatique dans le cadre de la Convention sur le climat doit permettre de prendre des mesures incitatives pour promouvoir la diffusion des technologies de CSC vers les grands pays émetteurs n'ayant pas encore pris d'engagement.

Quant au développement adapté du transport et du stockage du CO<sub>2</sub>, il nécessite une réglementation et une surveillance responsables. Les pays qui prennent au sérieux le changement climatique doi-

vent ratifier les dernières modifications des conventions de Londres et Osoy qui fournissent le cadre juridique international nécessaire à une réglementation environnementale sur le CSC. Ainsi, le CO<sub>2</sub> doit pouvoir être transporté au-delà des frontières nationales pour un stockage offshore. Les formations géologiques de la Norvège sont vraisemblablement à même de stocker de grandes quantités de CO<sub>2</sub> venant d'autres pays.


## *Climatiquement neutre*

Réduire les émissions nationales est toutefois d'autant plus difficile en Norvège que les énergies renouvelables y ont déjà une part élevée: l'énergie hydraulique représente quelque 99% de notre production électrique et environ 60% de notre consommation énergétique totale provient d'énergies renouvelables. Le Parlement norvégien a néanmoins approuvé des baisses de l'ordre de deux tiers de nos émissions pour la période allant jusqu'à 2020. Et nous nous sommes fixé comme objectif que la Norvège devienne climatiquement neutre d'ici 2030.

La Norvège a bien remarqué les ambitions marocaines concernant le développement durable, notamment que le Maroc dispose d'un portefeuille riche et diversifié de projets liés au Mécanisme pour un développement propre qui permet l'émergence d'un marché carbone en expansion au Maroc. Les possibles achats de crédits du Mécanisme de développement propre (MDP) font partie de la stratégie pour atteindre cet objectif

que la Norvège devienne climatiquement neutre d'ici 2030. C'est en effet par une volonté offensive que sera relevé le défi du changement climatique. Le président des Etats-Unis, Barack Obama, a ainsi délivré au monde un message d'espoir en annonçant que les investissements dans les énergies propres pourraient constituer un rouage important pour relancer la croissance économique. Et certains pays européens ont déjà montré les possibilités qu'implique une telle approche proactive et orientée vers l'avenir.

Les moyens de subsistance des générations futures sont menacés par les changements climatiques. Nous pouvons nous attaquer à ce problème par des efforts communs et diversifiés pour développer de nouvelles technologies. Avec une volonté pleine d'enthousiasme et en nous aidant mutuellement, nous gagnerons ce combat commun contre le réchauffement planétaire. □

links  روابط  
CENTRE DE RECHERCHES  
JURIDIQUES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES  
مركز الأبحاث  
القانونية والاقتصادية والاجتماعية

**Le Centre de Recherches LINKS**  
organise une conférence-débat sur le thème:

**«L'AVENIR DU MAROC FACE A LA CRISE:  
QUELLE STRATEGIE D'INTEGRATION  
REGIONALE?»**

Cette rencontre aura lieu le

**Judi 14 Mai 2009 à 16h00**

à la salle de conférences du Centre de Recherches Links,  
à la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques  
et Sociales - Université Hassan II,  
Km 8 Route d'El Jadida, et sera animée par:

**Habib EL MALKI**

*Président du Groupement d'études et de recherches sur la Méditerranée  
(GERM), professeur universitaire et ancien ministre*

Et

**Driss KHROUZ**

*Secrétaire Général du GERM et Professeur Universitaire*

**Modérateur**

**Mohamed BERRADA**

*Président du Centre LINKS, professeur universitaire et ancien ministre*

Renseignements: Tél. : 05.22.98.01.38 - Fax : 05.22.98.71.42 E-mail : [rlinks@yahoo.fr](mailto:rlinks@yahoo.fr)